



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Formations et des diplômes

Rapport d'évaluation du master



Affaires internationales et ingénierie
économique

de l'Université du Littoral Côte
d'Opale - ULCO

Vague E – 2015-2019

Campagne d'évaluation 2013-2014



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Formations et des diplômes

En vertu du décret du 3 novembre 2006¹,

- Didier Houssin, président de l'AERES
- Jean-Marc Geib, directeur de la section des formations et diplômes de l'AERES

¹ Le président de l'AERES « signe [...], les rapports d'évaluation, [...] contresignés pour chaque section par le directeur concerné » (Article 9, alinea 3 du décret n°2006-1334 du 3 novembre 2006, modifié).



Evaluation des diplômes Masters – Vague E

Evaluation réalisée en 2013-2014

Académie : Lille

Etablissement déposant : Université du Littoral Côte d'Opale - ULCO

Académie(s) : /

Etablissement(s) co-habilité(s) au niveau de la mention : /

Mention : Affaires internationales et ingénierie économique

Domaine : Droit, économie, gestion

Demande n° S3MA1500008399

Périmètre de la formation

- Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômes délocalisés) :

Dunkerque, Dakar (Sénégal), Casablanca (Maroc), Lomé (Togo), Cotonou (Bénin).

- Délocalisation(s) :

La spécialité *Logistique et management portuaire*, parcours *Management portuaire*, est délocalisée à Dakar. La spécialité *Logistique et management portuaire*, parcours *Logistique et transport*, est délocalisée à Casablanca, Lomé et Dakar. La spécialité *Affaires internationales* est délocalisée à Casablanca et Lomé.

- Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

Présentation de la mention

Le master *Affaires internationales et ingénierie économique* délivre des compétences variées autour de spécialités distinctes à destination d'étudiants en sciences économiques et en gestion. Les compétences acquises couvrent la gestion de l'environnement à travers la spécialité *Economie et gestion de l'environnement et du développement durable* ; le management maritime à travers deux parcours au sein de la spécialité *Logistique et management portuaire* ; les projets internationaux à travers la spécialité *Affaires internationales* ; et l'entrepreneuriat et l'innovation à travers la spécialité *Stratégie d'innovation et dynamique entrepreneuriale* qui est portée par l'Université Lille 1. Sur ces quatre spécialités, trois d'entre elles sont exclusivement à vocation professionnelle tandis que l'une d'entre elles intègre une composante recherche.

Synthèse de l'évaluation

- Appréciation globale :

Les connaissances et compétences attendues à l'issue du master *Affaires internationales et ingénierie économique* ne sont pas clairement définies au niveau de la mention, mais seulement au niveau des spécialités. Le master s'apparente à une collection de spécialités pour lesquelles il apparaît difficile de trouver un dénominateur commun. Parmi ces spécialités, trois d'entre elles ont un large tronc commun en master 1 tandis que le parcours sur le développement durable se caractérise par un programme spécifique, ce qui complique d'autant plus l'intégration dans un master unique. La spécialité *Logistique et management portuaire* se subdivise elle-même en deux parcours dont les originalités ne sont pas facilement perceptibles à la lecture des intitulés. De nombreux cours en master 1 se caractérisent par des volumes horaires faibles, ce qui n'est guère approprié dans une optique d'enseignements plus généralistes avant une spécialisation en master 2. Pour l'insertion professionnelle, la formation propose trois cours spécifiques dans une perspective méthodologique qui sont complétés par des conférences ou ateliers thématiques. Deux stages sont inclus dans le cursus, d'une durée de trois à quatre mois en master 1, et de cinq à six mois en master 2.

Le master se retrouve placé dans un environnement concurrentiel en termes de formations, que ce soit au niveau de l'établissement, puisqu'il existe une mention *Sciences du management* dont le management portuaire peut être vu comme une thématique particulière, ou au niveau régional, puisqu'il existe d'autres formations autour du management des transports par exemple. L'adossement aux milieux socio-professionnels varie suivant les spécialités. Pour la spécialité *Logistique et management portuaire*, il existe une très bonne connexion à la fois à travers les partenariats avec les acteurs locaux, avec les nombreux intervenants professionnels exerçant dans les entreprises du secteur, et grâce aux contrats de professionnalisation et à l'alternance régulière en entreprise. Si les partenaires économiques sont également annoncés comme nombreux pour les spécialités *Affaires internationales* et *Stratégie d'innovation et dynamique entrepreneuriale*, il manque un descriptif précis des entreprises impliquées. Il est plus difficile d'appréhender la nature des partenariats avec les milieux professionnels pour la spécialité *Economie et gestion de l'environnement et du développement durable*. Plusieurs parcours de la mention ont été délocalisés au Bénin, Maroc, Togo, Sénégal principalement dans le cadre d'une formation continue, sans qu'il soit aisé d'en comprendre la logique scientifique.

Le dossier ne permet pas d'avoir une vue d'ensemble de l'attractivité au niveau du master. Celle-ci est documentée seulement au niveau des spécialités, qui est alors très variable. Les formations sur le développement durable et l'innovation se caractérisent par des recrutements très locaux et des effectifs limités. Les flux étudiants sont à l'inverse importants pour les spécialités sur le management portuaire et les affaires internationales. Le recrutement y est logiquement très international, dans une logique de convention, avec des étudiants venant de Chine ou de pays africains francophones. Le poids des étudiants en master 1 venant de licence professionnelle est élevé. Dans l'ensemble, la réussite pour cette formation est assez faible, ce qui conduit à s'interroger sur la nécessité d'une sélection accrue pour les formations caractérisées par des flux étudiants élevés. L'insertion est insuffisamment documentée. Elle est par exemple très moyenne pour la spécialité relative au développement durable ; il n'y a aucun étudiant poursuivant en thèse pour la spécialité sur l'innovation alors que ce diplôme est censé avoir une dimension recherche ; de nombreux emplois occupés ne sont pas en rapport avec des fonctions de cadres pour la spécialité *Affaires internationales*. L'adossement de la formation aux axes de recherches du laboratoire est peu visible.

S'il existe un responsable pour chaque spécialité, il est difficile de savoir comment celles-ci sont gérées en lien avec une unité cohérente au niveau du master. Cette absence de pilotage global se retrouve dans les différentes modalités de suivi de la formation pour lesquelles il n'existe pas de procédures uniformisées entre les spécialités. Il manque une évaluation régulière des enseignements au niveau des filières et il n'y a pas de conseil de perfectionnement de filière venant dépasser le cadre de la formation. Si de nombreux ajustements ont été opérés sur les spécialités depuis la dernière évaluation, le dossier n'en manque pas moins de cohérence au niveau du master dans son ensemble. Les spécialités donnent l'impression d'un fonctionnement cloisonné sans réelle gouvernance au niveau de la mention. Ceci rend d'autant plus délicat la compréhension du processus conduisant à la mise en commun de ces spécialités dans une mention de master unique.

- Points forts :

- Certaines thématiques du master sont totalement en phase avec les besoins économiques locaux.
- Il existe une dynamique locale forte au niveau du recrutement des étudiants.



- Points faibles :
 - L'offre de formation à l'échelle de la mention n'est pas lisible.
 - Il n'y a pas de cohérence dans le fonctionnement entre les différentes spécialités.
 - Les débouchés de certaines spécialités ne correspondent pas aux objectifs d'un master 2.
 - Les taux d'échec restent élevés, en lien avec des flux d'étudiants insuffisamment sélectionnés.
 - L'adossement à la recherche reste limité.

- Recommandations pour l'établissement :

Il est nécessaire d'améliorer la cohérence d'ensemble de la formation en mettant en place une gouvernance formelle au niveau de la mention de master. Il faut s'interroger pour savoir si toutes les spécialités y ont bien leur place. En l'état, les spécialités portant sur le développement durable et les dynamiques entrepreneuriales apportent un certain flou dans la mention et les dimensions maritimes et internationales sont à privilégier. Il faut accepter une réduction des effectifs pour une meilleure sélection à l'entrée au niveau des masters 2 pour favoriser la réussite étudiante. Il convient de mettre en place un conseil de perfectionnement au niveau du master et faire l'effort de disposer de données statistiques synthétiques permettant d'évaluer la mention dans son ensemble et non chaque spécialité isolément. Enfin, un meilleur adossement à la recherche doit permettre de développer des enseignements visant éventuellement à préparer certains étudiants à la poursuite d'études en doctorat.

Evaluation par spécialité

Affaires internationales

- Périmètre de la spécialité :

Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômés délocalisés) :

Université du Littoral Côte d'Opale - ULCO, Dunkerque ; Maroc ; Togo ; Institut Catholique de Lille - ICL, Lille.

Etablissement(s) en co-habilitation(s) au niveau de la spécialité : /

Délocalisation(s) :

La spécialité est délocalisée sur deux sites au Maroc (Institut Marocain du Management et Ecole Supérieure de Direction et de Gestion) et un site au Togo (Ecole Des Cadres)

Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

- Présentation de la spécialité :

La spécialité *Affaires internationales* vise à préparer à l'emploi des gestionnaires aptes à prendre en charge ou à participer à l'élaboration de projets internationaux dans le domaine du marketing et des achats à l'international. Il s'agit donc de former des cadres dans le domaine international au niveau import-export, que ce soit pour les petites et moyennes entreprises (PME), les grandes entreprises ou bien les collectivités. La spécialité s'articule autour de deux axes, d'un côté l'achat et le négoce international, de l'autre le marketing international et les réseaux en lien avec les nouvelles technologies de communication.

- Appréciation :

La spécialité *Affaires internationales* est articulée autour d'unités d'enseignement clairement définies, qui combinent des dimensions économiques, de gestion et de droit. Des éléments techniques, à travers des outils de recherche opérationnelle, sont également présents. Il n'existe pas de cours de formation à la recherche au sein de cette spécialité. À l'inverse, la formation comprend de nombreux dispositifs de professionnalisation avec des conférences, des séminaires, des bilans de compétences, et des projets tutorés. Il existe un flux très important d'étudiants inscrits en formation continue.

Il existe un très fort recrutement local au niveau de la formation, ce qui vient plutôt en contradiction avec un diplôme supposé attirer plus largement au niveau national et international. Les origines géographiques des étudiants d'origine étrangère ne sont pas documentées, et il est difficile d'apprécier le processus de sélection à l'entrée de la formation. Si les débouchés font apparaître une part importante d'emplois à durée indéterminée, moins de 40% des étudiants occupent un emploi de cadre, ce qui est insuffisant pour un diplôme de master 2.

L'équipe pédagogique est variée et s'appuie sur une vingtaine d'enseignants-chercheurs. Le nombre d'intervenants professionnels - trois en excluant les conférenciers et autres intervenants ponctuels - est en revanche très restreint pour un diplôme international. Il existe un comité d'orientation pédagogique qui rassemble les acteurs de la filière, mais son rôle n'apparaît pas clairement. Au niveau des étudiants, l'évaluation des enseignements est à systématiser et les résultats doivent être décrits dans le dossier.

- Points forts :

- La formation comprend de nombreux modules à vocation professionnelle.
- Il existe une bonne connexion avec les entreprises via l'alternance et la formation continue.
- La spécialité est déployée à l'international, au Maroc et au Togo.



- Points faibles :
 - Le recrutement des étudiants est trop local.
 - Le niveau des emplois occupés est peu satisfaisant pour un master 2.
 - L'évaluation de la formation par les étudiants est mal organisée.
 - L'adossement à la recherche est insuffisant.

- Recommandations pour l'établissement :

L'attractivité du diplôme devrait être développée pour parvenir à un recrutement moins local. Puisque les effectifs étudiants sont élevés, il faudrait réfléchir à la sélection à l'entrée pour restreindre les flux de diplômés et jouer sur la qualité de leur insertion. Il manque des cours de formation à la recherche pour permettre des poursuites d'études au niveau du doctorat.



Economie et gestion de l'environnement et du développement durable

- Périmètre de la spécialité :

Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômés délocalisés) :

Université du Littoral Côte d'Opale - ULCO, Dunkerque

Etablissement(s) en co-habilitation(s) au niveau de la spécialité : /

Délocalisation(s) : /

Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

- Présentation de la spécialité :

La spécialité *Economie et gestion de l'environnement et du développement durable* a pour objectif de former des professionnels capables d'identifier et de gérer des problèmes spécifiques liés à l'environnement, en lien avec la protection de l'environnement naturel. Les emplois visés sont à destination des collectivités territoriales et des sociétés chargées de la protection de l'environnement, par exemple autour des déchets industriels, ménagers et agricoles ou bien de la protection de l'eau.

- Appréciation :

La formation s'appuie sur une combinaison de cours de droit, d'économie et de gestion dans le domaine de l'environnement. Le volume horaire en master 2 (environ 240 heures) reste limité et il est curieux de trouver à ce niveau des cours introductifs, par exemple en santé et en environnement, alors que cette relation est au cœur des préoccupations du diplôme. La formation comprend un stage long d'une durée de six mois et des cours autour de la connaissance des réseaux et de l'insertion professionnelle. L'absence d'échanges à l'international est préjudiciable.

Le recrutement est très fortement local, avant tout de l'ULCO et dans une moindre mesure des départements limitrophes. En ce sens, la formation manque cruellement de rayonnement et d'attractivité. Si le taux de réussite est correct (autour de 80 %), le devenir des étudiants est en retrait. Il y a de nombreux contrats à durée déterminée, qui suggèrent que les postes occupés répondent seulement à des missions ponctuelles et non permanentes dans le champ du développement durable, et le poids des recherches d'emplois est significatif. L'insertion professionnelle s'est par ailleurs dégradée avec les promotions successives, certainement du fait du contexte économique local.

L'équipe pédagogique comporte neuf enseignants-chercheurs. Le nombre de professionnels intervenant dans la formation (cinq) demeure limité. Le pilotage de la spécialité est insuffisant puisqu'il n'y a pas de conseil de perfectionnement en lien avec les acteurs économiques locaux et il n'y a pas d'évaluation systématique des enseignements.

- Points forts :

- Le diplôme combine les approches juridiques, économiques et de gestion pour traiter les problèmes environnementaux.
- Il existe une insertion satisfaisante au niveau local avec des partenariats économiques forts.

- Points faibles :

- L'effectif de la formation reste faible.
- Le pilotage de la formation est insuffisamment structuré.
- Aucune dimension internationale n'est présente.
- L'adossement à la recherche est mal défini.

- Recommandations pour l'établissement :

Le pilotage de la spécialité devrait être amélioré. Un conseil de perfectionnement avec les acteurs de la filière devrait être mis en place pour favoriser une meilleure intégration dans l'environnement socio-économique. L'attractivité de la filière devrait être rapidement améliorée, notamment dans sa dimension internationale, pour pouvoir recruter des étudiants dépassant le seul cadre local.



Logistique et management portuaire

- Périmètre de la spécialité :

Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômés délocalisés) :

Université du Littoral Côte d'Opale - ULCO, Dunkerque ; Dakar (Sénégal) ; Casablanca (Maroc) ; Lomé (Togo) ; Institut Catholique de Lille - ICL, Lille.

Etablissement(s) en co-habilitation(s) au niveau de la spécialité : /

Délocalisation(s) :

La spécialité *Logistique et management portuaire*, parcours *Management portuaire*, est délocalisée à Dakar. La spécialité *Logistique et management portuaire*, parcours *Logistique et transport*, est délocalisée à Casablanca, Lomé et Dakar.

Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

- Présentation de la spécialité :

La spécialité *Logistique et management portuaire* forme des managers dans le domaine du secteur maritime. La formation donne des compétences techniques et humaines et une méthodologie de réflexion et d'actions en proposant une approche globale du secteur maritime et portuaire. Elle assure la maîtrise de la supply chain et l'aide à la décision logistique. La spécialité se décline autour de deux parcours : *Logistique et transport* d'un côté, *Management portuaire et maritime* de l'autre.

- Appréciation :

Les deux parcours de la spécialité *Logistique et management portuaire* s'appuient sur des unités d'enseignement très spécialisées en rapport avec les besoins du secteur maritime, autour de la logistique et du transport. La dimension professionnelle est forte. Un stage obligatoire d'une durée de cinq à six mois fait partie du cursus, qui comprend par ailleurs des cours de projets tutorés, des bilans de compétences, des visites de ports et des journées de recrutements. Il n'y a en revanche aucun cours de formation à la recherche, la formation n'apparaissant pas réellement adossée à des axes de recherche d'un laboratoire. Le parcours *Logistique et transport* fait l'objet de plusieurs délocalisations dans des pays africains.

Les flux d'étudiants sont importants, mais le taux de réussite reste mesuré (autour de 70 %), bien que supérieur à celui observé dans les établissements où la formation est délocalisée. La formation accueille de nombreux étudiants ayant obtenu une licence professionnelle, alors que ce n'est pas l'objectif de ces diplômes. Le devenir des diplômés est mal renseigné et ne fait l'objet d'aucune évaluation systématique. Les étudiants d'origine étrangère retournent pour l'essentiel dans leur pays d'origine à l'issue de leur formation.

L'équipe pédagogique est variée : de nombreux professionnels interviennent dans la spécialité, en particulier pour le parcours *Management portuaire et maritime*. Globalement, ils assurent plus de la moitié des enseignements du master 2. Pour le parcours *Management portuaire et maritime*, il manque un conseil de perfectionnement alors que celui-ci existe et se réunit deux fois par an pour le parcours *Logistique et transport*.

- Points forts :

- La formation se caractérise par une forte professionnalisation dans le contenu de ses enseignements.
- La formation répond à des besoins des acteurs économiques locaux et internationaux.
- Le diplôme se caractérise par une dimension internationale importante.
- L'équipe pédagogique est de qualité.

- Points faibles :

- Le taux d'échec reste élevé.
- Le pilotage de la spécialité n'est pas uniforme entre les deux parcours.
- L'adossement à la recherche est inexistant.
- Le suivi des étudiants après la formation est insuffisant.



- Recommandations pour l'établissement :

L'attractivité du diplôme devrait être développée pour attirer des étudiants d'un bon niveau afin de réduire le taux d'échec au sein de la formation au niveau local, ce qui nécessite une sélection accrue des étudiants. L'adossement de la formation à la recherche serait à développer et l'introduction de cours de formation à la recherche devrait permettre des poursuites d'études au niveau du doctorat. Les statistiques sur l'insertion professionnelle sont à collecter de façon systématique. Enfin, il convient de mettre en place une gouvernance identique pour les deux parcours, ce qui requiert la création d'un conseil de perfectionnement unique au niveau de la spécialité.



Stratégies d'innovation et dynamiques entrepreneuriales (SIDE)

- Périmètre de la spécialité :

Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômés délocalisés) :

Université Lille 1 - Sciences et techniques - USTL (Villeneuve d'Ascq), Université du Littoral Côte d'Opale (Dunkerque)

Etablissement(s) en co-habilitation(s) au niveau de la spécialité :

Université Lille 1 - Sciences et techniques - USTL (Villeneuve d'Ascq)

Délocalisation(s) : /

Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

- Présentation de la spécialité :

La formation vise à fournir aux étudiants une connaissance approfondie (théorique, méthodologique et opérationnelle) des dynamiques d'innovation et de création d'entreprises dans une optique de gestion de projets et de gestion des structures. L'objectif est de former des spécialistes du management de projets innovants et/ou des spécialistes de l'étude économique dans l'innovation et l'entrepreneuriat. La spécialité est organisée en deux parcours respectivement pris en charge par l'Université Lille 1 pour le parcours *Technologie, innovation, création d'entreprise* (TICE), et par l'ULCO pour le parcours *Réseaux d'innovation et entrepreneuriat* (RIE). Les deux parcours comportent les mêmes modules « généralistes » et « outils » dont les cours sont mutualisés. Ils diffèrent par les UE de spécialisation.

- Appréciation :

La spécialité SIDE articule des enseignements d'économie industrielle et d'économie de l'innovation avec des enseignements en management de l'innovation et en création d'entreprise. Les différences entre les deux parcours *Technologie, innovation, création d'entreprise* (TICE) et *Réseaux d'innovation et entrepreneuriat* (RIE) sont difficiles à appréhender dans les intitulés comme dans les contenus en dehors du fait que les intervenants sont différents. La spécialité offre de nombreux enseignements d'ouverture tels que des cours d'anglais des affaires, de méthodes informatiques et statistiques et s'appuie sur l'organisation de conférences, séminaires et visites d'entreprises, ce qui témoigne d'un ancrage fort dans les milieux socioprofessionnels. Elle est d'ailleurs accessible en formation continue et en validation des acquis de l'expérience (VAE) bien que les effectifs soient réduits sur ces modes de formation.

La spécialité est adossée au Centre Lillois d'Etudes et de Recherches Sociologiques et Economiques (CLERSE, UMR 8019) et en particulier au programme « Services, Innovation, Travail, Entrepreneuriat » (SITE). Elle offre la possibilité de participer à un atelier d'étude et de recherche dans la formation (UE7) et d'effectuer des stages au sein du laboratoire. L'équipe pédagogique est mixte (sections 05 et 06) et l'ensemble est piloté par un conseil de perfectionnement composé d'enseignants-chercheurs et de professionnels. Les statistiques fournies pour évaluer le suivi et l'insertion des étudiants sont limitées et portent sur un effectif relativement restreint d'environ 23 étudiants principalement recrutés localement.

Il n'est pas mentionné de partenariats internationaux pour cette spécialité en dehors de l'accueil de quelques étudiants ERASMUS (trois en 2011-2012).

- Points forts :

- Le contenu de la formation est professionnalisant et opérationnel.
- Les liens avec la recherche sont apparents à travers des stages possibles dans le laboratoire et une équipe pédagogique élargie aux deux universités porteuses et composée d'enseignants-chercheurs pour la plupart membres du CLERSE.
- La formation s'inscrit bien dans le schéma global des formations de l'ULCO.



- Points faibles :
 - Le taux d'échec en M2 est important et probablement lié à une sélection insuffisante en amont.
 - Les débouchés professionnels sont mal définis et aucune statistique ne permet d'évaluer l'insertion professionnelle des étudiants.
 - Il est difficile de bien voir les spécificités des deux parcours proposés dans la spécialité.
 - La spécialité n'offre aucune connexion à l'international.
 - Le recrutement est essentiellement local.

- Recommandations pour l'établissement :

La spécialité est sans doute encore jeune et elle devra corriger rapidement certains points si elle veut asseoir sa pérennité. Les objectifs sont clairs et ambitieux, mais la maquette pédagogique mériterait d'être moins théorique et plus en phase avec la réalité du terrain.

Au regard des compétences qu'elle délivre, la formation doit gagner en attractivité. Il faut développer la dimension internationale et chercher à diversifier le recrutement. Une plus grande sélection à l'entrée doit permettre de corriger le taux d'échec excessif.

Enfin, les deux parcours proposés gagneraient à être clarifiés dans leurs objectifs de formation, car pour l'instant, il est difficile de les distinguer et cela nuit sans doute à la communication sur les débouchés spécifiques pour chaque parcours, et donc au final à l'attractivité de la spécialité.



Observations de l'établissement

Mention « Affaires Internationales et Ingénierie Economique »

Point 1. L'offre de formation à l'échelle de la mention peu lisible et faible cohérence entre les différentes spécialités.

Effectivement, l'offre de formation au niveau des Masters à Dunkerque est diverse et la mention est plus le regroupement sous une mention unique de diplômes différents. Le diagnostic de l'AERES est parfaitement correct. C'est pour cela que dans la nouvelle offre, cette mention sera divisée en trois mentions qui ont chacune leur cohérence :

- Mention *Gestion de l'Environnement* correspondant à l'ancienne spécialité *Economie et Gestion de l'Environnement et du Développement Durable*, qui comme le souligne l'AERES n'a que très peu de cours communs avec les autres spécialités.
- Mention *Gestion de la production, logistique et achats* qui reprendra tout ce qui tourne autour du *Supply Chain Management* : la logistique (ancien parcours *Logistique Transport*), le management portuaire (ancien parcours *Management Portuaire et Maritime*) et la vente (ancien parcours *Marketing International et Réseaux*). Une plus grande cohérence sera assurée entre ces différents parcours.
- Mention *Economie des Entreprises et des Marchés* qui reprendra l'ancienne spécialité *Stratégies d'innovation et dynamique entrepreneuriales*. A noter que cette spécialité est demandée conjointement avec Lille 1. Seul un parcours sera assuré à l'ULCO. Le master SIDE ne fera donc plus partie de la mention *Affaires Internationales et Ingénierie Economique* de l'ULCO, mais de la mention *Economie des entreprises et des marchés* de Lille 1 et de l'ULCO.

Point 2. Les taux d'échec élevé en lien avec des flux d'étudiants insuffisamment sélectionnés.

A nouveau la remarque de l'AERES est tout à fait pertinente. Le taux de réussite (environ 40 % des inscrits) est à mettre directement en lien direct avec les effectifs importants d'étudiants en Master et un taux d'abandon important. Le département *Economie Gestion* a décidé lors de son dernier Conseil de prendre ce problème à bras le corps en imposant, pour le Master 1, où une majorité des étudiants arrivent de l'étranger par validation d'études, d'être beaucoup plus sélectifs en se limitant à *40 étudiants maximum par parcours*. De même, en Master 2, les présidents de jury seront amenés à *limiter à 35 étudiants au maximum par parcours* les étudiants acceptés.

Point 3. L'adossement à la recherche limité.

Il faut distinguer les anciennes spécialités. Pour la nouvelle mention *Gestion de l'Environnement*, tous les enseignants chercheurs sont affiliés à TVES, un laboratoire dont un des axes de recherches est la gestion du risque environnemental. Des enseignants chercheurs font des recherches en lien direct avec leur cours : transport et environnement, pollution de l'air, gestion de l'eau en sont des exemples.

Pour l'ancienne spécialité *Stratégies d'innovation et dynamique entrepreneuriales*, les trois principaux enseignants chercheurs sont membres actifs du CLERSEE et publient sur les thématiques de l'innovation et de l'entrepreneuriat.

Pour la nouvelle spécialité *Gestion de la production, logistique et achats*, la formation va collaborer avec l'Université de l'Artois, au travers du laboratoire de Génie

Spécialité « Affaires Internationales »

Point 1. Le niveau d'emplois occupés est peu satisfaisant pour un Master 2

Les postes occupés par nos diplômés touchent globalement les spécialités plurivalentes des échanges, de la gestion, du management et du commerce à l'international. Les entreprises de toutes tailles (petite, moyenne et grande) et de tous secteurs d'activité (commerce, service, industrie) sont concernés. Souvent, certains diplômés débutent par le niveau moyen de l'échelle des cadres clés dans les entreprises. Ceux qui font leur stage à l'étranger ou dans les entreprises à marché complètement international occupent très tôt des postes à responsabilité ou de niveau bac+5. Ils accèdent rapidement alors aux emplois de type : Responsable Achat ou Marketing International, Responsable Export, Directeur Régional, Chargé d'études marketing international, de Communication ou de Management de crise en situation multiculturelle, Category manager, Chef de groupe marketing ou de Centrale d'Achat, Chef de marque, Chef de produit à l'international, Directeur marketing direct international, Directeur relation client ou de Grands Comptes, Responsable trade marketing ou sourcing, etc.

Point 2. Le recrutement des étudiants.

L'étude plus sélective des dossiers de validation d'études des entrants en Master1 et une sélection plus serrée des flux entrants en Master2 sera réalisée à l'avenir.

Point 3. L'évaluation de la formation

Le module de formation à la recherche renforcera celui relatif à la méthodologie de mémoire de fin d'étude. L'équipe pédagogique et le conseil de perfectionnement étoffés seront plus vigilants sur le pilotage de la formation, le suivi et le coaching des étudiants dans le cadre des projets tutorés et des stages, le suivi de l'insertion professionnelle des diplômés, l'évaluation des enseignements, l'élargissement des partenariats, locaux, régionaux, nationaux et internationaux.

Point 4. L'adossement à la recherche.

L'adossement à la recherche tiendra compte de la pluralité des paradigmes sous-tendant l'émergence et la consolidation des outils opératoires dans le domaine du management et du commerce international, notamment de la conception et de la mise en œuvre des projets intrapreneuriaux et entrepreneuriaux dans des marchés plus que globalisés. Des discussions sont actuellement en cours au sein du Département *Economie Gestion* pour y parvenir.

L'évaluation de l'AERES a soulevé un ensemble de questions auxquelles nous apportons les réponses suivantes :

Spécialité « Economie et Gestion de l'Environnement et Développement Durable » (EGEDD)

Point 1. L'absence de conseil de perfectionnement.

Un conseil de perfectionnement sera créé. Il comprendra, outre l'équipe pédagogique, des représentants des milieux professionnels concernés : le Centre Nucléaire de Production d'Electricité de Gravelines, la Communauté Urbaine de Dunkerque, le Syndicat d'Elimination et de Valorisation des déchets de Calais, le syndicat de l'eau du dunkerquois et Ecopale. Il se réunira deux fois par an en présence des délégués des étudiants.

Point 2. Attractivité de la filière

Pour augmenter l'attractivité nationale et internationale de la filière, un site internet du Master EGEDD a été créé. De même des contacts seront pris avec des universités en Belgique, Espagne, et Grande-Bretagne pour établir des accords d'échanges Erasmus. En Master 2, depuis que le recrutement se fait via l'application en ligne de l'université, le recrutement est international puisqu'il y a cette année des étudiants venant d'Afghanistan, d'Ouzbékistan, du Portugal, des Comores, du Maroc et de Chine.

Point 3. Evaluation de la formation

Outre la réunion semestrielle du Conseil de perfectionnement, un questionnaire sera mis en ligne sur la plateforme SAKAI du Master EGEDD afin que chaque cours soit évalué anonymement par chaque étudiant.

Point 4. Faible volume de cours en Master 2 et faible part de professionnels.

Le faible volume de cours en Master 2 (240 heures) résulte des contraintes internes de l'université qui a demandé de réduire de 15% les enveloppes des formations. Il est à noter que de nombreux travaux personnels sont demandés aux étudiants en Master 2. La charge de travail est donc importante malgré le faible nombre d'heures. Concernant le nombre jugé faible d'intervenants professionnels, il est à remarquer que les cours suivants qui donnent le plus de débouchés professionnels sont assurés par des professionnels : gestion de l'eau, gestion des déchets, qualité et management environnemental. Afin d'augmenter ce nombre, le cours de gestion de projets sera désormais confié à un professionnel.

Point 5. Adossement à la recherche peu clair.

Les recherches en qualité de l'air de Séverine FRERE sont en lien direct avec le projet IRENI porté par l'ULCO. Les recherches en développement durable menées par Iratxe CALVO et Constantin NAPOLEON, en transport et environnement par Daniel DE WOLF et en Economie de l'environnement par Louinord VOLTAIRE s'intègrent dans l'axe gestion du risque environnemental du laboratoire TVES. Les étudiants sont par ailleurs invités dans la mesure du possible aux conférences et journées d'études organisées par le laboratoire ou ses partenaires.

Point 6. Devenir des étudiants

Les statistiques fournies par les services centraux de l'université étant trop lapidaires, le responsable de la formation a effectué par Email une enquête auprès des anciens

étudiants. Afin d'augmenter le lien avec ceux-ci, une liste de diffusion ayant sa propre adresse Email de diffusion anciens-egedd@univ-littoral.fr sera créé.

Spécialité « Logistique et Management Portuaire »

Point 1. L'adossement à la recherche est inexistant.

La formation va collaborer avec l'Université de l'Artois, au travers du laboratoire de Génie Informatique et d'Automatique de l'Artois (LGI2A) - EA 3926 - SF GRAISyHM qui propose le Master Professionnel Génie Industriel et Logistique Globale.

Cette collaboration se fera au travers de séminaire commun et, au niveau enseignement, par la mise en réseau de certains cours qui seront offerts à l'ensemble des étudiants en visio-conférence.

Point 2. Le suivi des étudiants après la formation est insuffisant.

Cette année, l'équipe pédagogique et administrative et les étudiants travaillent sur la réalisation d'un site spécifique à la formation qui permettra une meilleure lisibilité de celle-ci, le développement d'un réseau d'anciens et donc un meilleur suivi du devenir des étudiants.

Point 3. Le pilotage de la spécialité n'est pas uniforme entre les deux parcours.

Le conseil de perfectionnement sera étendu à toute la filière logistique et management portuaire.

Point 4. Les délocalisations.

Les délocalisations répondent à une demande forte des Etats concernés et des centres de formation spécialisés. Par exemple, le centre Trainmar au Sénégal est une émanation de la CNUCED destinée à la formation dans le domaine maritime des pays francophones, l'Ecole des Cadres au Togo répond à une demande de coopération formulée par l'Etat Togolais avec l'Université du Littoral en 2000.

Ces délocalisations nous permettent de limiter les flux d'étudiants de ces pays en les orientant vers ces partenaires, même si les flux d'étudiants étrangers restent très élevés. Les taux de réussite sont satisfaisants : 83 reçus au total en M1 pour 88 inscrits sur les trois sites, soit un taux de 94,4% ; 72 reçus sur 81 inscrits en Master 2, soit un taux de 88,8%.

Nous venons, enfin, de parvenir à nous équiper en équipement de visio conférence ce qui va nous permettre de faire des exercices en commun entre tous les centres de formation.

Actuellement nous réalisons ces formations à distance dans la formation de Master en apprentissage avec notre partenaire PROMOTRANS qui a une demi-section d'apprentis à Dourges.

Spécialité « Stratégies d'Innovation et Dynamiques Entrepreneuriales » (SIDE).

Point 1. Recrutement local

Le recrutement des étudiants en M1 et M2 n'est pas local. Une grande partie des étudiants viennent d'autres universités françaises et étrangères. Par exemple, sur l'année universitaire 2011-2012, il y avait à l'ULCO, plus de 50% d'étudiants venant d'universités étrangères (Europe, Afrique et Chine) en Master 1 et plus de 25% en master 2. Ces pourcentages ont encore augmenté au cours de l'année universitaire 2013-2014. Pour les trois dernières promotions du M2 SIDE Lille 1, respectivement 40, 30 et 50 % des étudiants proviennent d'autres régions que le Nord-Pas de Calais ou d'autres pays. Pour les étudiants étrangers, nous nous assurons de leur bonne connaissance de la langue française.

Point 2. Aucune connexion à l'international

Parmi les intervenants extérieurs aux universités de Lille 1 et du Littoral, nous sollicitons des universitaires d'établissements étrangers (Etats-Unis, Brésil, Australie, notamment) pour conférences en connexion avec les séminaires de recherche organisés dans le cadre de la formation. Nous avons déposé à l'ULCO en 2013 une demande dans le cadre d'un programme TEMPUS avec pour thème l'entrepreneuriat vert, en coopération avec la Suède et des pays d'Europe de l'Est. Nous comptons renforcer la participation d'enseignants étrangers par le recours à la formule des « professeurs invités », encouragée en particulier par l'Université Lille 1.

Point 3. Taux d'échec important en M2

Le taux d'échec en M2 reste en élevé. Cependant, nous avons précisé dans le dossier que nous avons très tôt été préoccupés par ce problème. Ceci nous a conduit à :

1. renforcer la sélection lors de l'admission (résultats antérieurs, projet professionnel).
Le nombre d'inscrits a baissé depuis l'ouverture de la formation, en dépit de l'augmentation du nombre de dossiers de candidature ;
2. mettre en place un suivi renforcé des étudiants au cours de leur scolarité (renforcement du contrôle continu notamment).

On notera également qu'une partie des défections (plutôt que des échecs) est celle de jeunes diplômés (en particulier ingénieurs), qui bien que motivés par une formation complémentaire en management de l'innovation et de la création d'entreprise, ne résistent pas, en cours d'année universitaire, à des offres d'emplois intéressantes.

Point 4. Insertion professionnelle des étudiants

Le master SIDE est une jeune formation et qui ne dispose pas de suffisamment de recul pour apprécier avec précision l'insertion professionnelle. Nous savons par des contacts informels avec les étudiants que leur insertion dans le monde professionnel est bonne (création d'entreprise, manager de projet dans de grandes entreprises, notamment). Pour la rentrée universitaire 2013-2014, nous comptons deux étudiants poursuivant leurs études en doctorat (préparation d'une thèse de doctorat).

Point 5. Distinguer les parcours ULCO et lillois

Il a bien été précisé que le master SIDE à Lille 1 est orienté sur le thème des start-up, des entreprises de haute technologie, dans le contexte d'une université des sciences et technologies revendiquant sa place dans l'excellence technologique. A l'ULCO, l'orientation du master sur le thème de la création d'entreprise, du développement

local et de l'innovation sociale. Les deux parcours tiennent donc compte des environnements socio-économiques différents, dans lesquels s'insèrent les deux universités partenaires.

Point 6. Une plaquette davantage en lien avec le terrain

Dans le cadre de la formation, en plus de cours prévus dans la maquette, nous invitons des conférenciers extérieurs (entrepreneurs, représentants de la chambre de commerce, des structures d'accompagnement à la création d'entreprise, etc.). Par ailleurs, les étudiants participent à des journées d'étude organisées par des institutions extra-universitaires (France Cluster Days, Cité des sciences et de l'industrie à Paris, etc.). Enfin, dans le cadre de leur formation, les étudiants du M 2 organisent grâce au soutien de l'équipe pédagogique une journée d'étude au cours de laquelle ils invitent à la fois des représentants de l'entreprise, des collectivités territoriales et des universitaires (hors Lille 1 et ULCO). Les sujets traités dans le cadre de cette journée ont été les *territoires éco-innovants, le télétravail et la ville entrepreneuriale et l'écologie industrielle*.

Le Président de l'Université du Littoral
Côte d'Opale

